

Service de prévention des risques et environnement
industriels
2 rue Juliette Dodu – CS 41009
97743 Saint-denis Cedex 9

Saint-Denis, le 29 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Brasseries de Bourbon

60 Quai Ouest
BP 420
97468
97400 Saint-Denis

Références : SPREI/UTNE/7100088/Cga/2024-0338
AIOT : 7100088

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2024 dans l'établissement Brasseries de Bourbon implanté 60 Quai Ouest BP 420 97400 Saint-Denis. L'inspection a été annoncée le 24/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Brasseries de Bourbon
- 60 Quai Ouest BP 420 97400 Saint-Denis
- Code AIOT : 0007100088
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Brasseries de Bourbon, fondée en 1962 et appartenant au groupe HEINEKEN, exploite des installations de fabrication de bières et une limonaderie. A cela s'ajoutent les installations connexes nécessaires à la fabrication et à l'embouteillage des boissons produites (réfrigération à l'ammoniac, tours aéroréfrigérantes, stockage de plastiques et de cartons, lignes d'embouteillage, unité de filtration et épuration de l'eau, etc).

La société produit, outre la bière « Dodo », un grand nombre de boissons sucrées dont « Coca Cola » et « Fanta ». Elle assure également un rôle d'importateur pour certains jus de fruits, champagnes, etc.

C'est une entreprise soumise à autorisation au titre des ICPE et relevant également de la réglementation IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eau
- Risque

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Ouvrages de traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 29/08/2023, article 3.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	10 mois
2	Respect des valeurs de rejet (eaux industrielles)	Arrêté Préfectoral du 29/08/2023, article 3.4.2.	Mise en demeure, respect de prescription	10 mois
3	Surveillance des rejets (eaux industrielles)	Arrêté Préfectoral du 29/08/2023, article 3.5.2	Demande d'action corrective	15 jours
4	Sécurisation de la falaise des Brasseries de Bourbon	Arrêté Préfectoral du 29/08/2023, article 4.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
5	Bassin de confinement des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 29/08/2023, article 3.9.6	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
6	Test du rideau d'eau extérieur du bâtiment NH3	Arrêté Préfectoral du 29/08/2023, article 4.3.2	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les rejets aqueux issus des installations exploitées par la société BRASSERIES DE BOURBON ne respectent pas les valeurs limites de rejet fixées par l'arrêté préfectoral du 29 août 2023 du fait d'un outil non adapté à la qualité et à la variabilité des effluents à traiter. La future station de traitement des eaux est commandée et devrait être opérationnelle en fin d'année 2024. Afin de garantir le respect du calendrier annoncé, l'inspection des installations propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions applicables dans le délai annoncé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Ouvrages de traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2023, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des effluents
Prescription contrôlée : [...] Ces installations de traitement des effluents comprennent a minima un bassin d'homogénéisation de 100 m ³ et une station de traitement (aérobie ou anaérobie) permettant d'atteindre les valeurs limites prévues à l'article 3.4.2.
Constats : L'inspection des installations classées constate, lors de la visite de site, la présence d'un bassin enterré d'homogénéisation des effluents du site et l'absence d'une station de traitement des effluents permettant d'atteindre le respect des valeurs limites de rejet fixées à l'article 3.4.2 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2023. Le volume du bassin d'homogénéisation, vérifié après présentation du plan de coffrage, est de 100 m ³ . L'outil de traitement des effluents présent est une station de régulation de pH des effluents avant rejet dans le réseau communal qui ne permet pas d'atteindre les valeurs limites de rejet prescrites (cf. point de contrôle suivant). L'exploitant précise qu'un projet d'installation d'une station de traitement aérobie des eaux est en cours de mise en œuvre. La commande de cette station de traitement des effluents et le planning de réalisation ont été présentés à l'inspection des installations classées qui constate le début des travaux de génie civil au début du second semestre 2024 et l'installation des équipements de septembre 2024 à fin novembre 2024 pour une mise en exploitation début décembre 2024. L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant afin de respecter les délais de mise en œuvre de la station de traitement des effluents.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 10 mois

N° 2 : Respect des valeurs de rejet (eaux industrielles)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2023, article 3.4.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet (eaux industrielles après traitement par station interne)
Prescription contrôlée : Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré). [...] Point de rejet externe référencé n°3 (eaux industrielles après traitement par station interne): - la valeur du pH est comprise entre 5,5 et 8,5 ; - la température des eaux de rejet est inférieure à 35 °C ; Les autres paramètres respectent les valeurs suivantes :

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°3	
		Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux journalier maximal
Matières en suspension	1305	600	360 kg/j
DBO ₅	1313	800	480 kg/j
DCO ⁽¹⁾	1314	1670	1000 kg/j
Azote global	1551	150	90 kg/j
Phosphore	1350	10	5 kg/j
Hydrocarbures totaux	7009	5	3 kg/j
Indice phénol	1440	0,3	180 g/j
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	0,1	60 g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,15	90 g/j
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	0,1	60 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	0,8	480 g/j
Trichlorométhane (chloroforme)	1135	0,1	60 g/j

⁽¹⁾ La VLE et la surveillance portent soit sur la DCO soit sur le COT sous réserve de la démonstration au cas par cas par l'exploitant de la corrélation DCO/COT. »

Constats :

L'analyse, par l'inspection des installations classées, des résultats d'autosurveillance des rejets aqueux (rejet n°3) des mois de septembre, octobre 2023 et novembre 2023 déclarés dans l'outil de télédéclaration dédié GIDAF a mis en exergue **des dépassements réguliers voire systématiques et importants des valeurs limites de rejet sur les paramètres pH, DCO, DBO5 et phosphore.**

L'exploitant précise que ces dépassements sont provoqués par la station de neutralisation des eaux qui ne serait pas calibrée pour traiter ce type d'effluents chargé de matières organiques. Un projet d'installation d'une station de traitement aérobie des eaux est en cours de mise en œuvre (cf. point de contrôle précédent).

Ce rejet est effectué dans le réseau communal puis traité dans la station d'épuration du Grand Prado.

Au vu des dépassements chroniques observés en 2023 et des délais de mise en œuvre de la station d'épuration, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites de rejet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 10 mois

N° 3 : Surveillance des rejets (eaux industrielles)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2023, article 3.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet (eaux industrielles)

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Pt rejet	Paramètre	Périodicité de la mesure	Type de suivi
Rejets n° 1 et 2	Matières en suspension	Annuelle	24h asservi débit ou en débit ponctuel
	DBO ₅		
	DCO ^{m)}		
	Azote global		
	Phosphore		
	Hydrocarbures totaux		
Rejets n° 3	Indice phénol	Continue	Continu
	Température		
	Débit		
	pH	Quotidienne	24h asservi débit
	Matières en suspension		
	DCO ^{m)}	Hebdomadaire	
	Azote global	Mensuelle	
	Phosphore	Trimestrielle	
	DBO ₅	Mensuelle pendant 3 mois puis annuelle si les résultats montrent l'absence de cette substance	
	Hydrocarbures totaux		
	Chlorure (Cl)	Trimestrielle	
	Indice phénol		
	Chrome et ses composés (en Cr)		
	Cuivre et ses composés (en Cu)		
	Nickel et ses composés (en Ni)		
	Zinc et ses composés (en Zn)		
	Trichlorométhane (chloroforme)		

^{m)} La VLE et la surveillance portent soit sur la DCO soit sur le COT sous réserve de la démonstration au cas par cas par l'exploitant de la corrélation DCO/COT.

L'exploitant transmet mensuellement les résultats de la surveillance des effluents à l'inspection des installations classées au moyen de la plate-forme électronique de gestion informatisée des données d'auto-surveillance fréquente (GIDAF).

Constats :

La visite du site a permis de constater que **les dispositifs de mesure en continu du pH et de la température des effluents rejetés dans le réseau communal (rejet n°3) sont inopérants**. L'exploitant explique que le boîtier est défectueux depuis 3 mois et doit être remplacé rapidement. **Le report des données de la mesure en continu de pH et de température sur l'écran situé dans le local de rejet est inopérant**. Les mesures de la température et du pH sont effectuées lors des analyses quotidiennes effectuées sur un échantillon d'effluent par le laboratoire interne du site en même temps que les analyses de MES et DCO. L'inspection des installations classées comprend que les analyses sont effectuées sur un échantillon issu d'un prélèvement instantané, ce qui est à proscrire car l'échantillon doit être représentatif du rejet.

Interrogé sur l'origine des valeurs déclarées dans le logiciel de déclaration de l'autosurveillance des rejets aqueux (GIDAF), l'exploitant précise qu'elles sont issues des mesures effectuées journalièrement par le personnel du laboratoire sur un échantillon et des mesures effectuées deux fois par semaine par un laboratoire extérieur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réparer le boîtier défectueux et informer l'inspection des installations classées de la réalisation de l'action.

Il précise si les analyses sont réalisées sur un échantillon issu d'un prélèvement représentatif du rejet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Sécurisation de la falaise des Brasseries de Bourbon

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2023, article 4.6.1
Thème(s) : Autre, Aléa mouvement de terrain
Prescription contrôlée : L'exploitant établit une stratégie de protection contre les éboulements rocheux issus de la falaise située au nord du site. Cette stratégie comprend un volet sur les actions à mettre en œuvre pour limiter les effets de chute de roches (mise en place de filet, réorganisation du site le cas échéant, etc) et un volet sur les actions à entreprendre pour sécuriser la falaise. La proposition de stratégie est transmise à l'inspection des installations classées avant le 31/12/2023.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le 07 décembre 2023 une stratégie des actions à mettre en œuvre pour limiter les effets de chute des roches de la falaise avoisinante sur les installations du site et une stratégie de sécurisation de la falaise basées sur l'étude de sécurisation de la brasserie de Bourbon contre les éboulements rocheux réalisée par une société spécialisée en février 2021. L'exploitant indique que la réalisation des travaux de sécurisation de la falaise est prévue dans le plan des investissements de 2024. Les commandes relatives aux travaux de sécurisation de la falaise (commande ROCS et commande ANTEA) n'ont pas été présentées à l'inspection des installations classées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre les commandes relatives aux travaux de sécurisation de la falaise (commande ROCS et commande ANTEA) à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justification
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Bassin de confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2023, article 3.9.6
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : [...] Le volume nécessaire à ce confinement est de 320 m ³ au minimum [...]
Constats : L'inspection des installations classées constate l'absence de moyen de rétention pour collecter les eaux d'un éventuel incendie sur le site. L'exploitant indique un projet de création de bassin enterré sous le parking des véhicules légers du site sur une zone qui n'appartient pas au site et faisant l'objet d'une autorisation d'occupation temporaire. L'exploitant ne dispose pas d'un volume de confinement des eaux d'extinction incendie de 320 m³ au minimum.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois

N° 6 : Test du rideau d'eau extérieur du bâtiment NH3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2023, article 4.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Test d'équipement de sécurité
Prescription contrôlée : [...] Le bâtiment contenant l'installation de réfrigération à l'ammoniac et les tours réfrigérantes associées sont équipés de systèmes de rideau d'eau permettant de rabattre, en cas de fuite, le nuage d'ammoniac. [...]
Constats : Un test de fonctionnement du rideau d'eau situé à l'extérieur au-dessus de la porte de la salle des machines (côté falaise) a été effectué sur demande de l'inspection. Après ouverture manuelle de la vanne d'alimentation en eau par l'exploitant, l'inspection des installations classées constate : <ul style="list-style-type: none">- l'arrivée d'eau au niveau des 5 buses constitutives du rideau d'eau,- l'absence de bouchage de ces dernières,- la couverture complète en eau des parties latérales et inférieures de la porte et une couverture incomplète au niveau de la partie supérieure de la porte. Le <u>test</u> s'est révélé <u>non concluant pour la partie supérieure de la porte par laquelle de l'ammoniac peut s'échapper</u> . Le rideau d'eau ne couvre pas tous les points de fuite de l'ammoniac situés au niveau de la porte d'accès extérieure à la salle des machines en cas d'accident.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place une action corrective afin que le rideau d'eau couvre la partie supérieure de la porte et tenir informée l'inspection des installations classées de la réalisation de cette action.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours